

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20051 - 77EME ANNÉE

Mobilisation demain des syndicats

« Un emploi, un salaire, une retraite pour vivre dignement ! »

Demain 27 janvier, les syndicats mobilisent pour l'emploi, l'augmentation des salaires et des retraites. Cette mobilisation concerne aussi bien les travailleurs du privé que du secteur public. L'importation depuis près de 2 ans d'une crise sanitaire à La Réunion ne doit pas être le prétexte à la poursuite de la dégradation des droits des Réunionnais à vivre dignement.

Hier, les travailleurs de l'Association Saint-François d'Assises étaient dans la rue pour revendiquer une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat eu égard à leur implication dans la lutte contre l'épidémie de COVID-19. Les autres revendications portent sur l'amélioration des conditions de travail et du dialogue social.

Ce mouvement n'est pas isolé. A Newrest, les travailleurs ont dû faire grève pour obtenir une augmentation. A Réunion Air Assistance, il a fallu un préavis de grève pour que les salariés puissent se faire entendre auprès de la direction. Cette liste n'est pas exhaustive.

Dans un pays où à peine 40 % de la population en âge de travailler a un emploi, le chômage de masse est le principal moyen utilisé pour maintenir les salaires au plus bas.

Ce chômage de masse a aussi pour conséquence de réduire le montant des retraites, car il est toujours plus difficile de réunir la durée de cotisation suffisante pour bénéficier d'une retraite pleine.

Inflation supérieure à la hausse du SMIC, des retraites et des minimas sociaux

Dans son dernier Indice mensuel des prix à la consommation daté de décembre, l'INSEE constate qu'en un an, cet indice a augmenté de 3,3 % à La Réunion contre 2,8 % en France. Ce pourcentage est supérieur à l'augmentation du SMIC, des minimas sociaux, des indemnités chômage et des retraites.

Cette hausse est notamment alimentée par celle des produits pétroliers : +33 % en un an à La Réunion. Sachant que toutes les marchandises vendues à La Réunion sont transportées par des véhicules consommant une énergie en hausse de 33 % sur un an, il est évident que cette augmentation pèse sur le prix final payé par le consommateur. A cela s'ajoute la hausse du coût du transport pour les nombreuses personnes contraintes d'être propriétaires d'une automobile pour se déplacer.

De plus, la crise sanitaire permet à des spéculateurs de faire d'importants profits en misant sur l'augmentation du fret maritime. Cette hausse du coût des importations a également des répercussions.

Ceci entretient une situation qui ne peut que forcément déboucher sur des conflits compte tenu du coût de la vie à La Réunion, et d'un

dialogue social difficile.

Halte à la casse sociale

Dans son tract appelant à la mobilisation de demain, l'Intersyndicale rappelle ces différents éléments :

« Personne ne peut ignorer le contexte social et économique, les augmentations des produits de première nécessité, de l'énergie comme de l'alimentation et finalement du coût de la vie pour toutes et tous, jeunes, actifs, demandeurs d'emploi et retraités. Vie chère et inflation pour toutes et tous !

Personne n'ignore que seuls les salaires, les pensions et les aides et allocations continuent de stagner ou même de baisser au regard de l'inflation, de décrocher par rapport aux qualifications dans le privé comme dans le public. Stagnation ou baisse des revenus ! ».

A cela s'ajoutent les revendications de l'Intersyndicale de l'Éducation nationale qui lutte contre la dégradation du service public miné par les mesures prises par les gouvernements qui se succèdent.

L'importation d'une crise sanitaire à La Réunion ne doit pas être le prétexte à la poursuite de la dégradation des droits des Réunionnais à vivre dignement.

M.M.

Madagascar

Tempête Ana : au moins 34 morts à Antananarivo

Plus de 62.000 personnes ont été affectées dans sept régions, dont plus de 58.000 dans la région d'Analamanga, principalement dans les districts d'Antananarivo et de Renivohitra.

La tempête tropicale Ana a provoqué de vastes inondations à Madagascar, y compris dans la capitale Antananarivo, portant le bilan préliminaire des récentes pluies diluviennes à 34 morts et près de 30.000 personnes déplacées, a annoncé mardi le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA).

« Au moins 34 personnes sont mortes dont 24 au cours du week-end, presque toutes dans la capitale, où des maisons traditionnelles se sont effondrées et d'autres ont été emportées par des glissements de terrain », a indiqué l'OCHA dans son dernier bulletin humanitaire.

Selon l'agence onusienne, plus de 62.000 personnes ont été affectées dans sept régions, dont plus de 58.000 dans la région d'Analamanga, principalement dans les districts d'Antananarivo et de Renivohitra. Plus de 35.000 ont été déplacées ou évacuées préventivement à Antananarivo dont près de 27.000 personnes au cours du seul week-end dernier (22-23 janvier).

Selon l'ONU, le gouvernement malgache continue de procéder à des



évacuations préventives à Antananarivo, qui est « en alerte rouge pour de nouvelles inondations, car le niveau des rivières augmente et atteint le seuil d'urgence ».

Des pluies intenses causées par deux systèmes météorologiques tropicaux différents ont provoqué des inondations, des glissements de terrain et des pertes de vies humaines à Madagascar, touchant particulièrement la capitale du pays, Antananarivo.

Faisant écho à des infos du Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC), l'OCHA note que plus de 6.800 maisons sont sous l'eau et de nombreuses autres risquent d'être inondées ou de s'effondrer, obligeant plus de

35.260 personnes à se réfugier dans 62 sites de déplacement établis par les autorités. La météo malgache a mis en garde lundi contre la poursuite de fortes pluies. La dépression tropicale a traversé l'océan Indien pour atteindre le continent africain, provoquant des vents forts et des pluies dans le nord du Mozambique.

De son côté, l'OCHA s'attend à ce que de « fortes pluies persistent qui pourraient affecter d'autres régions du pays dans les jours à venir, avec la possibilité que d'autres tempêtes tropicales frappent la côte est de Madagascar ».

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Edito

Quand une classe politique entière a tourné le dos à son peuple : le Liban

Considéré jadis comme une nation riche et libérale du Moyen-Orient, avant la guerre civile de 1975-1990, le Liban est plongé depuis 2015 dans une profonde crise politique et économique. « La dépression délibérée est orchestrée par l'élite du pays qui a mis de longue date la main sur l'État et vit de ses rentes économiques », est-il écrit, alors que la Banque mondiale décrit la crise économique libanaise comme l'une des pires constatées dans le monde depuis le milieu du XIXe siècle. Cette mainmise « persiste malgré la gravité de la crise – l'un des dix, voire même trois plus importants effondrements économiques à travers le monde depuis les années 1850. Cela en vient à menacer la stabilité à long-terme et la paix sociale du pays ». L'ampleur et la portée de la dépression délibérée dans laquelle est plongé le Liban conduisent à la désintégration des principaux piliers de l'économie politique libanaise de l'après-guerre civile. En attestent l'effondrement des services publics les plus élémentaires, la discorde politique chronique et débilatante et la fuite massive des cerveaux. Parallèlement, les classes moyennes et pauvres, à qui ce modèle n'a jamais bénéficié, supportent l'essentiel du fardeau de la crise.

Selon les estimations présentées dans le rapport, le PIB réel diminuera de 10,5 % en 2021, après une contraction de 21,4 % en 2020. De fait, le PIB du Liban a chuté de 52 milliards de dollars en 2019 à 21,8 milliards de dollars en 2021, soit une baisse de 58,1 % – la plus forte contraction enregistrée parmi 193 pays. Les turbulences monétaires et financières demeurent des facteurs de crise, dans un système de taux de change multiples qui pose de sérieuses difficultés sur le plan économique. Le taux de change a continué de se dégrader en 2021 : au cours des 11 premiers mois de l'année, la livre libanaise a chuté de 211 % par rapport au dollar tandis que le taux de change moyen de la Banque mondiale s'est déprécié de 219 % (sur une base annuelle). Les effets du taux de change sur les prix ont contribué à une inflation galopante, estimée à 145 % en moyenne en 2021, ce qui place le Liban au troisième rang mondial après le Venezuela et le Soudan. L'inflation a l'effet d'une taxe hautement régressive, qui touche démesurément les populations pauvres et vulnérables et, plus généralement, les personnes vivant d'un revenu fixe comme les retraités. La hausse des prix des denrées alimen-

taires reste préoccupante, sachant qu'elles représentent une part importante des dépenses des ménages les plus pauvres qui ont du mal à joindre les deux bouts du fait du recul de leur pouvoir d'achat.

« Pendant que les Libanais font face une situation d'hyper-inflation et de pauvreté galopante, la classe politique continue de se chamailler pour des postes et des prébendes, sauf qu'aujourd'hui elle se dispute sur un champ de ruines et qu'il ne reste plus grand-chose à se partager ou à dérober », explique à France 24 Karim Émile Bitar, directeur de l'Institut des sciences politiques de l'université Saint-Joseph de Beyrouth et chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). « Voleurs ! » « Tous, ça veut dire tous ! » Au Liban, théâtre d'une contestation populaire inédite, les principaux slogans des manifestants réclament le départ de l'ensemble de la classe politique. « Au pouvoir depuis 30 ans », elle est accusée d'être corrompue et incompétente. Aucun leader de premier plan n'est épargné par la colère des Libanais. Remontant aux années 1920, et consolidé en 1943 par le Pacte national (un accord intercommunautaire non écrit), le système politique en vigueur au Liban, qui compte 18 communautés religieuses, est basé sur le principe d'une démocratie consensuelle. Il repose aussi sur une répartition confessionnelle des fonctions officielles et administratives. Le président de la République et le chef de l'armée sont toujours chrétiens – maronites, précisément – tandis que le Premier ministre est sunnite et que le président du Parlement est issu de la communauté chiite. Enfin, alors que le traditionnel clivage entre la droite et la gauche est inexistant dans le pays, les portefeuilles ministériels et les 128 sièges de députés sont répartis paritairement entre musulmans et chrétiens. Ce système à bout de souffle s'accroche tandis que le peuple meurt de faim. L'exemple libanais doit nous faire réfléchir.

« Le mérite d'un homme réside dans sa connaissance et dans ses actes et non point dans la couleur de sa peau ou de sa religion. »

Gibran Khalil Gibran

Nou artrouv'

David Gauvin

Oté

Sak nou la bézoin sé la pé ! La pé la pa bézoin baz militèr !

Mésyé, Médam, la sossyété zot i koné bien néna dé foi bande Prézidan i atir l'moune dsi in n'afèr ni pé apèl sa in « leurre » épi dann la réalité sé in n'ot zafèr li l'aprè avizé. In sible i pé kashyète in n'ote ! Kan mi parl sa, i diré mi antan bande parol i sorte dann la boush méssyé Macron. Li parl dé shoze i intèrèss lo moune. Wi panss li sava dann sanss lintéré la popilassion é oila ké toudinkou li devire dann in sanss la pa bon pou nou.

Mézami kossa issi, i intèrèss la mazorité d'moune ? Dabor inn néna lo travaye lo moune la poin assé, épi néna lojman i fé défo pou in bonpé, néna la vi shèr é so léspès fouti panyé la ménazèr i amenn pa arien pou lo konsomatèr, néna ankòr nout dévlopman é nou lé privé d'sa pars la foute anou dann in trin i amenn pa nou sa. Arzoute èk sa nout kiltir, nout formassyon é toute sak i fé d'nou bon moune, dann in bon pèp i vé arienk fé son marsh an avan.

Mé kissa k'té i atande bononm-la téi sava parl bann problèm zéostratézik issi dann loséan indien ? Kissa noré majiné ké li téi sar mète son pyé dann lil Gloryèz épi déklar issi li lé an Frans, alé oir néna in lakor pou diskite dsi bande zil épars avèk Madéagascar. Kissa noré majiné li té i sava anons anou in déstroiyé indien issi l'ané proshène i sava instal ali La Rényon.. Kissa noré panss in n'afère konmsa ?

Mésyé lo Prézidan, la pa sa ni rode, la pa sirarm loséan indien nou la bézoin : nou la pa bézoin d'in n'afèr konmsa. La pé, la pa bézoin baze militèr é nou sak nou la bézoin sé la pé. La pé dann loséan indien é l'antante avèk tout nout bande frèr. Méssyé lo prézidan, dévide out tête avèk out zéopolitik a la gomes ! Ranguène oute rangouène. Oute bande brui d'bote, sa i intèrèss pan ou sa !

Justin